

## Un mort et 21 blessés dans un attentat à la grenade au Burundi

PANA, 12 juin 2018 Bujumbura, Burundi - Une personne a été tuée et 21 autres blessées, dans la nuit de dimanche lundi, suite à une attaque "terroriste" à la grenade contre un attroupement de simples citoyens autour d'une choppe à Gitega, dans le Centre du Burundi, a rapporté la radio publique, citant des sources administratives locales.

L'opinion était encore sous le choc d'une précédente attaque armée non revendiquée, en pleine campagne du référendum constitutionnel, qui avait coûté la vie à au moins 29 villageois du Nord-ouest du Burundi. L'attaque avait poussé le Parquet général de la République à ouvrir une enquête dont les résultats sont toujours attendus sur les tenants et les aboutissants de la tuerie aveugle. La nouvelle attaque a emporté la vie d'une vieille femme et blessé une vingtaine d'autres personnes, dont cinq dans un état jugé "grave", selon le Gouverneur de Gitega, Venant Manirambona. "C'est un acte terroriste puisqu'il n'y a, a priori, aucun mobile politique palpable qui se cache derrière", a-t-il indiqué, appelant les habitants des différents quartiers de la ville à suivre de près le mouvement des populations. Gitega, la future capitale politico-administrative du pays, avait abrité, le 7 juin dernier, les cérémonies de promulgation et de présentation au public de la nouvelle Constitution amendant celle de 2005. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, avait profité de l'occasion pour annoncer qu'il ne se portera pas candidat à un nouveau mandat lors des prochaines élections générales de 2020, ce qui n'a pas pour autant apaisé les esprits dans les milieux de l'opposition. La candidature du président sortant à un troisième quinquennat, depuis 2005, avait provoqué une grave crise politique qui n'est toujours pas retombée, plus de trois ans après. Une insécurité résiduelle persiste et se caractérise, notamment, par des jets de grenades sporadiques, relevait dernièrement un rapport au Conseil de sécurité, du Représentant spécial des Nations unies au Burundi, Michel Kafando. Le référendum constitutionnel controversé, en prélude aux prochaines élections, a encore relancé les tensions au sein de la classe politique nationale ces derniers temps. "Maintenant que le pays s'achemine vers une autre phase importante de son histoire, nous attendons un signal fort des autorités en faveur de la reprise du dialogue inter-burundais, sous l'égide de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)", a recommandé le diplomate onusien d'origine burkinabé. "Si tel n'était pas le cas, il est à craindre que la contestation des résultats du référendum par l'opposition ne polarise davantage une situation politique déjà tendue", a-t-il avisé, en rappelant que au Burundi, "on constate des jets de grenades isolés et des découverts de corps sans vie, y compris d'individus en tenue militaire". Des voix se sont aussitôt élevées pour réclamer la tête du Représentant spécial des Nations unies au Burundi. On soutient officiellement que la crise est passée depuis longtemps et que la paix règne aujourd'hui à tout le pays.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});